

Loi pour le Partenariat du Moyen Orient pour la Paix « Nita M. Lowey »

L'enjeu :

Le pouvoir des programmes de promotion des échanges entre les populations (*People-to-People*¹) et du développement économique en tant qu'outils de résolution des conflits est clair : moins de peur, de haine et de violence, une croissance économique accrue et une meilleure compréhension de l'autre, ainsi que de l'intérêt de chaque partie pour un avenir commun. Le soutien des États-Unis à ces priorités, par le biais du Fonds international pour l'Irlande (FII) et des programmes de gestion et d'atténuation des conflits (CMM) de l'USAID, a permis de construire des sociétés plus fortes dans des espaces ravagés par la guerre et des luttes internes dans les zones de conflit.

Bien que l'efficacité de ces outils soit largement reconnue à l'échelle mondiale, ils n'ont que trop rarement été exploités de manière significative dans le contexte israélo-palestinien. Nous savons que ces instruments peuvent changer des vies, mais nous ne les avons jamais financés à une échelle où ils peuvent transformer des communautés entières et nous pouvons en observer les conséquences, autour de nous. L'incitation à la violence ou aux programmes à somme nulle niant réciproquement toute légitimité à l'autre Etat a considérablement augmenté au détriment d'un soutien à la solution à deux Etats. Les sondages montrent systématiquement que cette tendance est d'autant plus prononcée chez les Israéliens et les Palestiniens de moins de 30 ans - groupe social le moins susceptible d'avoir eu un engagement significatif l'un avec l'autre.

Un nouvel effort audacieux est dès lors nécessaire dans le cadre d'une approche systémique pour faire face à la méfiance et à la peur qui sont au cœur de cette crise qui se développe rapidement. La *loi bipartite Nita M Lowey Middle East Partnership for Peace Act* vise non seulement à favoriser le développement économique, mais aussi à combattre l'incitation à la haine et à la déshumanisation qui touchent les deux parties du conflit israélo-palestinien.

Loi sur le partenariat pour la paix au Moyen-Orient de Nita M. Lowey

Inspiré par le succès du Fonds International pour l'Irlande, la *loi Nita M. Lowey Middle East Partnership for Peace Act* (MEPPA) - résultat d'une décennie de plaidoyer de l'ALLMEP - permettra non seulement de démultiplier et d'accroître les contributions publiques et privées dans le monde entier en finançant des projets conjoints de développement économique et de société civile qui favorisent la coexistence mais également de soutenir les initiatives de paix en améliorant les conditions sociales et économiques sur le terrain. Le projet de loi a été voté le 27 décembre 2020 et commencera à être mis en œuvre en 2021.

Plus précisément, la loi prévoit :

- Ayant comme fondement le multilatéralisme, l'établissement d'un **Fonds de Partenariat entre les Populations (*People-to-People*) pour la Paix** pour financer des projets qui soutiennent la coexistence pacifique entre Israéliens et Palestiniens
 - Sous la direction de l'administrateur de l'USAID, le nouveau fonds aura non seulement la capacité de rendre l'allocation des ressources américaines plus efficace en regroupant les dons internationaux, mais également de fournir des financements à un autre organisme

¹ Les programmes *People-to-People* sont des initiatives de construction de la paix qui se basent sur l'approche suivante : aboutir à la réconciliation pour arriver à la paix et la fin de l'occupation militaire.

- international, ouvrant ainsi la possibilité à l'administration Biden de créer une véritable nouvelle institution multilatérale ;
- Les organisations qui s'engagent dans des programmes transfrontaliers et de société commune peuvent bénéficier de ce soutien ;
 - Le fonds établit un conseil consultatif de 13 membres, composé de citoyens américains ayant une expérience technique et régionale, ainsi que deux sièges supplémentaires pour les partenaires internationaux ;
 - Le nouveau Fonds sera accessible en ligne à partir du 27 décembre 2021.
- La mise en place d'une nouvelle initiative d'**Investissement Conjoint pour la Paix** (JIP) pour fournir des ressources aux petites et moyennes entreprises palestiniennes :
 - Géré par l'institution gouvernementale américaine International Development Finance Corporation (IDFC), la nouvelle initiative est conçue pour renforcer le développement de l'économie du secteur privé palestinien à Gaza et en Cisjordanie, en exigeant la participation de petites et moyennes entreprises palestinienne ;
 - L'Investissement Conjoint pour la Paix est tenu de se coordonner avec le Secrétaire d'État et l'administrateur de l'USAID ;
 - Les secteurs prioritaires d'investissement incluent la technologie et l'agriculture ;
 - Le JIP donnera la priorité aux projets qui renforcent la coopération économique entre Palestiniens et Israéliens ;
 - Le JIP sera accessible en ligne à partir du 25 juin 2021.
 - L'USAID et l'International Development Finance Corporation (IDFC) doivent coordonner et partager les informations avant de fournir des ressources pour s'assurer que les deux agences accomplissent les objectifs politiques décrits dans la loi pour le Partenariat du Moyen Orient pour la Paix (MEPPA).
 - Une autorisation de 50 millions de dollars par an pour une durée de cinq ans pour les nouveaux Partenariats pour la Paix et l'Investissement Conjoint pour la Paix, soit un total de 250 millions de dollars.
 - Exiger que toutes les dépenses du Fonds suivent les directives de mission émises par l'USAID et applicables à la Cisjordanie et à Gaza, et notamment interdire toute assistance du Fonds à être transmis aux gouvernements nationaux, à tout individu/groupe impliqué et/ou préconisant une activité terroriste, ainsi qu'au Hamas, à l'Autorité palestinienne ou à l'OLP.